

Coalition COP28 Déclaration et appel à l'action

lundi 27 novembre 2023

La Coalition pour la COP28, qui rassemble des organisations de la société civile, publie sa Déclaration et appel à l'action. (Traduction française de DeepL revue par Adéquations, suivie de la version originale en anglais).

Sommaire de cet article

- [Coalition pour la COP28 Déclaration et appel à l'action](#)
- [COP28 Coalition : Statement and Call for Action](#)

Coalition pour la COP28 Déclaration et appel à l'action

Partout dans le monde, des personnes et des communautés subissent des situations terribles de crises multiples, qui s'ajoutent à des injustices, des inégalités et des oppressions de longue date.

La crise climatique provoque des phénomènes météorologiques extrêmes et perturbe les écosystèmes dans le monde entier. Celles et ceux qui souffrent déjà d'appauvrissement, de discrimination et d'exploitation sont les plus vulnérables à cette crise et ont le moins accès aux ressources nécessaires pour faire face à ses impacts. La crise climatique exacerbe également d'autres crises, accroissant l'appauvrissement et creusant les inégalités. Des millions de personnes ont perdu la vie, leur maison, leur emploi et leurs moyens de subsistance. Des milliards sont confrontés à la pénurie de nourriture et d'eau, à des risques sanitaires et à des pertes et dommages incessants liés au climat.

Du 30 novembre au 12 décembre 2023, la 28e Conférence des Parties (COP 28) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques se tiendra à Dubaï, aux Émirats arabes unis (EAU).

Nous nous rendons compte avec tristesse de l'incapacité des gouvernements à remplir leurs devoirs et leurs obligations de défendre et de protéger les droits et le bien-être de leurs citoyen-nes et de l'ensemble de l'humanité. Nous dénonçons en particulier les manœuvres des gouvernements du Nord et des élites mondiales, des entreprises et des banques pour éviter les mesures urgentes qu'ils doivent prendre pour assumer leur juste part de responsabilité envers les populations et les communautés afin de faire face aux impacts et d'arrêter la crise climatique.

Leur part de responsabilité dans cette crise est proportionnelle à la richesse qu'ils ont accumulée en perpétuant le système capitaliste et extractiviste à l'origine de la crise climatique. Ce même système repose sur l'extraction ininterrompue des ressources naturelles et le pillage écologique partout, mais surtout dans le Sud, abimant les écosystèmes, déplaçant et violant les droits des communautés locales et indigènes. Il se nourrit de l'exploitation du travail des peuples, créant des divisions géographiques, raciales, de genre et de classe, creusant des inégalités à travers et au sein des pays, marginalisant les femmes, les travailleurs, les agriculteurs, les jeunes, les peuples autochtones, la communauté LGBTQIA+, les personnes handicapées et à mobilité réduite, et perpétuant les discriminations raciales. Ce système crée et augmente également la dette historique, sociale et écologique du Nord envers le Sud.

Alors que nous intensifions nos luttes pour le climat, nous soulevons également des questions cruciales au niveau mondial, qui sont profondément liées à notre combat pour la justice climatique, au premier rang desquelles l'escalade des attaques violentes, meurtrières et indiscriminées d'Israël contre le peuple de Palestine, au mépris total du droit international et avec le soutien et la complicité de nombreux gouvernements du Nord. Ces mêmes gouvernements sont également les principaux responsables de la crise climatique et font obstacle à de véritables solutions. Les attaques inhumaines et incessantes contre

la Palestine sont aujourd'hui l'exemple le plus horrible de la façon dont les droits humains et les vies humaines sont sacrifiés en toute impunité dans le monde entier pour perpétuer l'exploitation, le racisme et le colonialisme dans toutes leurs articulations actuelles, dans l'intérêt des élites mondiales. Il ne peut y avoir de justice climatique sans droits humains.

Des changements rapides et profonds dans nos sociétés sont nécessaires pour faire face à l'urgence climatique, atteindre le niveau zéro d'émissions de gaz à effet de serre et construire un monde nouveau qui soit juste, équitable, inclusif, durable et qui respecte les droits humains fondamentaux. Avec l'intensification rapide de la crise climatique, le temps presse avant que la crise ne devienne une catastrophe planétaire. Nous avons besoin d'actions urgentes pour atteindre la justice climatique. Il n'y a plus de temps à perdre !

Nous sommes invités à accélérer et à intensifier nos actions collectives dans le monde entier pour lutter en faveur d'une transformation profonde de nos sociétés. Un changement de système à tous les niveaux - local, national, régional et mondial !

Nous savons que le changement de système ne se produira que si nous renforçons et développons nos mouvements et si nous luttons avec acharnement et sans relâche pour le changement à travers diverses formes de luttes dans toutes les arènes de contestation. Nous considérons la COP 28 comme une arène importante pour nos combats - pour résister aux solutions dangereuses, nuisibles et non prouvées, pour contraindre les gouvernements à agir, pour remporter des victoires spécifiques qui peuvent être limitées, mais qui représentent des avancées dans notre lutte pour une véritable transformation.

Nous nous rassemblons en tant que communautés, mouvements populaires, militant-es, avocat-es, travailleurs-ses et citoyen-nés. Ensemble, nous ferons progresser le mouvement mondial pour la justice climatique en nous élevant contre les systèmes axés sur le profit et la croissance, qui maltraitent les peuples et la nature - en luttant pour les droits et les intérêts des personnes et des communautés qui ont le moins contribué à la crise climatique, mais qui en subissent les pires effets. Ensemble, nous nous mobilisons pour obliger les élites, les investisseurs, les entreprises, les banques et les gouvernements à assumer leurs responsabilités et leurs obligations conformément aux principes de partage équitable, d'équité, de justice, de sécurité, de protection sociale et de réparation des préjudices et des injustices historiques et persistants.

Ensemble, nous formulons les demandes urgentes suivantes :

1. Un cessez-le-feu immédiat, l'arrêt du blocus et de l'occupation de la Palestine, et la fin de l'apartheid et du colonialisme.
2. L'élimination rapide, juste et équitable de tous les combustibles fossiles, y compris l'exploration, l'extraction, le transport, la production et la consommation, et une transition directe, rapide, équitable et juste vers des systèmes énergétiques démocratiques et renouvelables pour les personnes et les communautés pour construire une souveraineté énergétique.
3. Le respect des obligations de fournir un financement adéquat, nouveau, additionnel, non générateur de dette et sans condition pour l'atténuation et la transition juste, l'adaptation et les pertes et dommages dans le cadre des réparations.
4. L'annulation de la dette insoutenable et illégitime collectée auprès des pays du Sud.
5. L'arrêt immédiat de l'écoblanchiment et des "solutions" fausses, nuisibles et non prouvées qui servent de distractions dangereuses et trompeuses, y compris la géoingénierie, les technologies de capture et de stockage du carbone, et les marchés du carbone.
6. La mise en place de systèmes alimentaires justes, résilients et durables ; la défense et la protection du droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire.

7. Le respect et la protection des droits humains - des droits civils et politiques, des droits économiques, environnementaux, sociaux et culturels, y compris le droit aux services publics et à la protection sociale pour tous, le droit à un environnement propre, sain et durable, les droits de tous les travailleur-ses, y compris les travailleurs migrants, les droits des paysans et des pêcheurs, les droits des femmes, le droit à la diversité des genres, les droits des Noirs et de toutes les personnes de couleur, les droits des jeunes et des enfants, les droits des peuples indigènes.

8. Soutenir les peuples autochtones dans la protection de leurs droits et responsabilités inhérents, la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, leur autodétermination, les droits collectifs au consentement libre, préalable et éclairé, et la souveraineté autochtone fondée sur les savoirs traditionnels autochtones.

9. La réalisation de la justice de genre en tant que partie intégrante de la justice climatique ; avancer sur l'égalité de genre et les économies de soins (« care ») qui donnent la priorité au bien-être, aux soins et à l'éducation authentique plutôt qu'au profit et qui s'attaquent aux disparités économiques et aux injustices sociales actuelles résultant des héritages coloniaux, capitalistes et patriarcaux où les rôles et les fonctions socialement construits prévalent.

10. Se défaire et se désinvestir du complexe militaro-industriel destructeur et très polluant ; se désinvestir de la politique climatique reposant sur la police et l'armée, et investir dans les soins d'urgence climatique.

11. Mettre fin au colonialisme climatique.

12. Transition équitable et juste d'un système économique capitaliste et extractiviste vers des systèmes économiques post-carbone locaux, nationaux et mondiaux qui sont inclusifs, durables, démocratiques et qui respectent tous les droits humains et du travail.

Nous appelons tous les citoyens, les communautés, les mouvements, les organisations populaires, les travailleurs et les réseaux de la société civile du monde entier à se rassembler pour mener des actions d'envergure en vue d'un changement de système !

COP28 Coalition : Statement and Call for Action

People and communities all over the world are experiencing the horrific conditions of multiple crises on top of long-standing injustices, inequalities and oppression.

The climate crisis is causing extreme weather events and disrupting ecosystems around the world. Those already suffering impoverishment, discrimination and exploitation are the most vulnerable to this crisis, and have the least access to necessary resources to deal with its impacts. The climate crisis is also exacerbating other crises - furthering impoverishment and deepening inequalities. Millions of people have lost lives, homes, jobs and livelihoods. Billions are facing food and water scarcity, health risks, and unrelenting climate-induced loss and damage.

From November 30 to 12 December 2023, the 28th Conference of Parties (COP 28) to the UN Framework Convention on Climate Change will take place in Dubai, the United Arab Emirates (UAE).

We are painfully made even more aware of the failures of governments to meet their duties and obligations to uphold and protect the rights and welfare of their citizens and all of humanity. We especially denounce the maneuvers of Northern governments and global elites, corporations and banks to avoid the urgent actions that they must take to meet their fair share of responsibility to people and communities to deal with the impacts and stop the climate crisis in its tracks.

Their share of responsibility for this crisis is proportionately as large as the wealth they have amassed in the process of perpetuating the capitalist and extractivist system that created the climate crisis. This same system relies on the unabated extraction of natural resources and ecological plunder everywhere but

especially in the global south, damaging ecosystems, displacing and violating the rights of local and indigenous communities. It thrives on the exploitation of peoples labor, creating geographical, racialized, gendered and class divisions, breeding inequalities across and within countries, marginalizing women, workers, farmers, youth, Indigenous Peoples, the LGBTQIA+ community, and disabled and differently abled people, and perpetuating racial discrimination. This system also creates and increases the historical, social and ecological debt of the Global North owed to the Global South.

As we intensify our climate struggles, we also raise critical global issues that are deeply connected to our fight for climate justice, foremost of which is the escalation of violent, lethal, indiscriminate attacks of Israel against the People of Palestine in wanton disregard of international law and with the support and complicity of many governments of the Global North. These very same governments are also the ones primarily responsible for the climate crisis and standing in the way of real solutions. The inhumane and unrelenting attacks against Palestine is now the most horrific example of how human rights and human lives are sacrificed with impunity worldwide to perpetuate exploitation, racism and colonialism in all its current articulations in the interests of the world's elites. There can be no climate justice without human rights.

Rapid and profound changes in our societies are urgently needed to address the climate emergency - reach real zero greenhouse gas emissions and build a new world that is just, equitable, inclusive, sustainable and delivers on fundamental human rights. With the rapid intensification of the climate crisis, time is running short before the crisis becomes a planetary catastrophe. We need urgent actions now in the pursuit of Climate Justice. No more time can be wasted !

We are challenged to hasten and escalate our collective actions worldwide to fight for profound transformation of our societies. System change at all levels - local, national, regional and global !

We know that system change will only come about if we strengthen and grow our movements and fight fiercely and relentlessly for change through various forms of struggles in all arenas of contestation. We see COP 28 as one important arena for our fights - for resisting dangerous, harmful and unproven solutions, for compelling governments to take action, for winning specific victories that may be limited but represent advances in our fight for real transformation.

We come together as communities, peoples' movements, campaigners, advocates, workers and citizens. Together we will advance the global climate justice movement railing against profit and growth-oriented systems that abuse peoples and nature - fighting for the rights and interests of people and communities that have done the least to cause the climate crisis but suffer its worst effects. Together we mobilize to force elites, investors, corporations, banks, and governments to meet their responsibilities and obligations in line with the principles of fair shares, equity, justice, safety, social protection and reparations for historical and continuing harms and injustices.

Together we raise the following urgent demands :

1. Immediate ceasefire, a stop to the blockade and occupation of Palestine, and the end to apartheid and colonialism.
2. Rapid, just and equitable phaseout of all fossil fuels, including exploration, extraction, transportation, production and consumption, and a direct, rapid, equitable and just transition to democratic, renewable energy systems for people and communities that builds energy sovereignty ;
3. Fulfillment of obligations to deliver adequate, new, additional, non-debt creating, conditionality-free climate finance for mitigation and just transition, adaptation and Loss and Damage as part of Reparations ;
4. Cancellation of unsustainable and illegitimate debt being collected from the Global South ;
5. Immediate end to greenwashing and false, harmful and unproven "solutions" which serve as dangerous

and deceptive distractions including geoengineering, carbon capture and storage technologies, and carbon markets ;

6. Building of just, resilient and sustainable food systems ; upholding and protecting people's right to food and food sovereignty.

7. Respect for and protection of human rights - of civil and political rights, of economic, environmental, social and cultural rights including the right to public services and social protection for all, the right to clean, health and sustainable environment, the rights of all workers including migrant workers, the rights of peasants and fishers, the rights of women, the right to gender diversity, the rights of blacks and all people of color, the rights of youth and children the rights of Indigenous Peoples.

8. Support for Indigenous Peoples in the protection of their Inherent Rights and Responsibilities, UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, their Self Determination, Collective rights to Free, Prior and Informed Consent, and Indigenous Sovereignty based on Traditional Indigenous Knowledge.

9. The fulfillment of gender justice as an integral part of climate justice ; Advance on gender-equality and care economies that prioritize well-being, care and authentic education over profit and address ongoing economic disparities and social injustices resulting from colonial, capitalist and patriarchal legacies where socially constructed roles and sectors prevail ;

10. Defund and divest from the destructive and heavily polluting military industrial complex ; and divest from police- and military-reliant climate policy, and invest in climate emergency care ;

11. End Climate Colonialism

12. Equitable and just transition from a capitalist and extractivist economic system to post-carbon local, national and global economic systems that are inclusive, sustainable, democratic and uphold all human and labor rights.

We call on all citizens, communities, movements, people's organizations, workers and civil society networks around the globe to come together for escalated actions for system change !

P.-S.

- [Coalition pour la COP28](#)

- [Information sur la COP28](#)